

ANNÉE ACADÉMIQUE 2019-2020



U. F. R. SCIENCES DE L'HOMME ET DE LA SOCIÉTÉ

DÉPARTEMENT DE PHILOSOPHIE

COURS EN LIGNE LICENCE1

INTRODUCTION A LA MORALE
LICENCE 1

INTRODUCTION

La réflexion sur la morale renaît car les transformations de notre monde ne cessent de rendre plus aiguë sa nécessité. En effet, l'instrumentalisation de l'homme par les techno-sciences, par la politique, par le capitalisme sauvage fait que les sciences humaines (la philosophie, l'anthropologie, la sociologie, la psychologie...) remettent sur la table des débats les valeurs humaines qui devraient déterminer le comportement des hommes. Il s'agit de repenser l'homme par rapport à son être, son essence et non par rapport à son avoir. Ainsi notre étude aura donc pour objet d'étude **la morale**. Il s'articulera autour de 4 axes principaux.

I-La première partie donnera l'objet et l'objectif de la morale

II-La deuxième partie consistera à définir le concept de morale

III- La troisième partie présentera les fondements de la morale

IV- Enfin, le rapport entre la morale et la politique.

I- Objet et objectif de la Morale

On a tendance à penser que la morale est faite pour punir. Son objet et son objectif ne sont ni la punition, ni la répression ni la condamnation. La morale n'est ni un tribunal, ni une police, ni une prison. Elle en est tout le contraire !

La morale commence là où est la liberté, cette faculté de se juger soi-même, de se commander soi-même, de s'autodéterminer.

C'est pourquoi dans la peur, dans l'absence de l'honnêteté, dans le calcul, il n'y a ni morale ni moralité. La peur du gendarme est le contraire de la vertu.

En effet, l'histoire du fameux *anneau de Gygès* qu'évoque Platon dans la *République* (II, 359-360 ; p.901 coll. La Pléiade) est édifiante. L'importance que l'on accorde au regard d'autrui transforme la morale en hypocrisie et partant

en illusion, car elle devient ainsi un mensonge ou une peur qui maquille en vertu.

Il suffirait de pouvoir se rendre invisible pour que tout interdit disparaisse et qu'il n'y ait plus que la poursuite par chacun de son plaisir ou de son intérêt égoïste.

Tout ce que l'on ne fait pas mais que l'on s'autorise à faire du fait que l'on détient le pouvoir d'invisibilité relève moins de la morale que la « prudence » ou de l'hypocrisie.

En revanche ce que même invisible on continuerait à s'imposer ou à s'interdire et non par intérêt mais par devoir, cela seul est moral strictement. La morale est ce que l'on exige de soi non en fonction du regard d'autrui ou de telle ou telle menace extérieure mais au nom d'une certaine conception du bien et du mal, du devoir et de l'interdit, de l'admissible et de l'inadmissible, enfin de l'humanité et de soi-même.

La morale, c'est l'ensemble des règles auxquelles on se soumettrait même si l'on était invisible ou invincible. Toute morale est relation à autrui, mais de soi à soi. Agir moralement, c'est prendre en compte les intérêts de l'autre, certes, mais « à l'insu des dieux et des hommes, comme dit Platon, c'est-à-dire sans récompense ni châtement possible et sans avoir besoin pour cela de quelque autre regard que le sien propre. Toi seul sais ce que tu dois faire et nul ne peut en décider à ta place. Solitude et grandeur de la morale : tu ne vaux que par le bien que tu fais, que par le mal que tu t'interdis, et sans autre bénéfice que la satisfaction de bien faire, quand bien même personne d'autre jamais n'en saurait rien. Spinoza disait : « bien faire et se tenir en joie ». C'est l'esprit de la morale !

II-DEFINITION DU CONCEPT DE MORALE

La Morale est l'ensemble de ce qu'un individu s'impose ou s'interdit à lui-même non d'abord pour augmenter son bonheur ou son bien-être, mais pour tenir

compte des intérêts ou des droits de *l'autre*. La finalité, c'est la volonté de rester fidèle à une certaine idée de l'humanité et de soi. La morale répond à la question kantienne : « *que dois-je faire ?* ». Il s'agit de l'ensemble de mes devoirs : des impératifs que je reconnais légitimes quand bien même il m'arrive, comme tout un chacun, de les violer. Ainsi, la morale, c'est la loi que je m'impose à moi-même indépendamment du regard d'autrui et de toute sanction ou récompense attendues.

1-La morale n'est pas le moralisme

La question fondamentale de la morale est « que dois-je faire ? » et non « *que doivent faire les autres ?* ». « La morale, disait Alain, n'est jamais pour le voisin » : celui qui s'occupe des devoirs du voisin n'est pas moral, mais moralisateur. Il ne s'agit pas de donner des leçons aux autres mais plutôt à soi-même. Le moralisateur ne voit que les erreurs des autres. C'est un donneur de leçons. Tout autre est la morale.

La morale n'est légitime qu'à la première personne. Dire à quelqu'un « tu dois être généreux », ce n'est pas faire preuve de générosité. La morale ne vaut que pour soi. C'est une affaire de conscience, c'est-à-dire de savoir de soi à soi qui est le seul à rendre moralement chacun l'unique juge de ses actes.

La morale, c'est le fait d'être en règle avec soi-même, avec sa conscience. Cette subjectivité de la morale la condamne-t-elle au relativisme ? Peut-on dire qu'il y a autant de morales que d'individus ?

2-Le paradoxe de la morale

La morale ne vaut qu'à la première personne mais universellement, c'est-à-dire pour tout être humain. C'est là la nature paradoxale de la morale.

Il y a, certes, des morales différentes qui dépendent de l'éducation, de la société, de l'époque dans laquelle on vit, des milieux de fréquentation, de la

culture dans laquelle on se reconnaît. Il n'y a pas de morale absolue. Cependant ce relativisme n'entame en rien son caractère universel. Toutes les sociétés humaines sont dotées d'une teinture de morale. J.J Rousseau l'exprime en ces termes : « Jetez les jeux sur toutes les histoires. Parmi tant de cultes bizarres, parmi cette prodigieuse diversité de mœurs et de caractères, vous trouverez partout les mêmes idées de **justice et d'honnêteté**, partout les mêmes notions de **bien et de mal**. » Emile ou de l'éducation, G.F, 1966, p. 378. Cependant, ce qui est décisif pour la morale c'est le fait de se soumettre *personnellement* à une loi qui nous paraît valoir, ou devoir valoir pour tous.

Telle est le sens de ce que Kant appelle « l'impératif catégorique » : « Agis uniquement d'après la maxime qui fait que tu peux vouloir en même temps qu'elle devienne une loi universelle. » En clair, cela signifie qu'il faut agir selon l'humanité plutôt que selon mon « ego » ; obéir à la raison plutôt qu'à ses penchants ou à ses intérêts.

Une action n'est moralement bonne que si le principe auquel elle se soumet (sa maxime) peut valoir, en droit, pour tous. Agir moralement, c'est agir de telle sorte que tu puisses désirer, sans contradiction, que tout individu se soumette aux mêmes principes que toi. Tel est l'esprit de l'humanité qui correspond aussi à l'esprit des Evangiles et dont Rousseau énonce la « maxime sublime » : « *Fais à autrui comme tu veux qu'on te fasse* ».

3-La légitimité de la morale et la question de son fondement

« Mort de Dieu », « fin du théologico-politique », « sécularisation », « laïcisation », toutes ces expressions symbolisent aujourd'hui les multiples interprétations d'une même réalité : l'avènement d'un univers laïc au sein duquel la croyance en l'existence d'un Dieu ne structure plus notre espace politique ni

moral. Non qu'une telle croyance ait disparu du fait du désenchantement du monde (Cf. Michel Gauchet : *Le Désenchantement du monde* (Paris, Gallimard) mais elle est devenue, pour la plupart des hommes une affaire personnelle qui relève de la sphère privée, la sphère publique étant tenue d'observer à son égard une stricte neutralité.

Ainsi les valeurs morales ont perdu leur caractère sacré, c'est-à-dire, leur lien avec les sources religieuses révélées. Elles se sont faites à l'échelle humaine. Pourtant la quête du sens moral continue d'animer nos consciences modernes. Revenons-en aux sources pour clarifier le débat.

A l'origine de la tradition laïque se trouve le moment cartésien : le réflexe de défi à l'égard des dogmes imposés, la volonté impérieuse de les passer au crible de l'examen critique conduit par un sujet qui se veut maître de lui-même. Ce geste inaugural requiert de faire table rase du passé et soumettre au doute le plus rigoureux les opinions, les croyances et les préjugés hérités du passé ou simplement reçus de l'extérieur. La maxime est de n'admettre en sa créance que ce dont nous pouvons être certains par nous-mêmes. De là aussi la nature nouvelle de la vérité fondée dans la conscience individuelle et non plus sur la tradition, une vérité qui s'impose avant toutes les autres : celle du sujet dans son rapport à soi.

L'idée qu'on devrait accepter une opinion parce qu'elle serait celle des autorités quelles que soient répugne si fortement aux modernes que cette idée en vient à les définir comme tels. Certes, il nous arrive d'accorder notre confiance à une personne ou à une institution mais ce geste lui-même a cessé d'avoir son sens traditionnel. En effet, si j'accepte de « suivre » autrui, c'est en principe parce que je me suis forgé de bonnes raisons de le faire, non parce que cette autorité s'imposerait à moi sans reconnaissance préalable émanant de ma conviction intime et, si possible, réfléchie.

Même si l'individualisme n'exclut ni conformisme ni fascination des leaders, reste que c'est sur cette nouvelle conception d'une légitimité qui s'enracinerait dans la conscience de chacun et non dans la tradition héritée ou dans la fascination charismatique du chef que prétend reposer l'idéal démocratique et moral modernes.

Voici donc la morale fondée sur l'homme. L'avènement de cet humanisme moderne a signifié, pour beaucoup, la fin de la morale et de la spiritualité. Dieu est mort donc tout est permis !

Point besoin de religion pour être honnête ou charitable. Point besoin de croire en Dieu pour faire son devoir. Bien plus : le combat pour la laïcité demeure encore une priorité quand on sait que dans l'Islam la théologie semble incapable de penser sa propre séparation d'avec la politique.

4-La problématique de la transcendance et les morales laïques

Les morales laïques ont la prétention d'en finir avec la problématique de la transcendance. Mais sur deux aspects décisifs, elles semblent incapables d'en faire tout à fait l'économie.

Le premier touche la délicate question des nouveaux rapports de l'éthique et de la religion. Les sociétés laïques se caractérisent moins par l'éradication du religieux que par la nouvelle place qu'elles lui accordent, non plus en amont, mais en aval des préoccupations éthiques. Dans la philosophie du XVIIème siècle encore, l'homme était pensé à partir de Dieu et, si l'on ose dire, après lui. Il y avait d'abord le créateur, l'être absolu et infini et par rapport à lui, l'être humain se définissait comme manque, finitude. De là, ses faiblesses notoires, son ignorance congénitale, bien sûr mais tout autant son irrépensible geste lui-même a cessé d'avoir son sens traditionnel. En effet, si j'accepte de « suivre » autrui, c'est en principe parce que je me suis forgé de bonnes raisons de le faire,

non parce que cette autorité s'imposerait à moi sans reconnaissance préalable émanant de ma conviction intime et, si possible, réfléchie.

Même si l'individualisme n'exclut ni conformisme ni fascination des leaders, il reste que c'est sur cette nouvelle conception d'une légitimité qui s'enracinerait dans la conscience de chacun et non dans la tradition héritée ou dans la fascination charismatique du chef que prétend reposer l'idéal démocratique et moral modernes.

Voici donc la morale fondée sur l'homme. L'avènement de cet humanisme moderne a signifié, pour beaucoup, la fin de la morale et de la spiritualité. Dieu est mort donc tout est permis !

Point besoin de religion pour être honnête ou charitable. Point besoin de croire en Dieu pour faire son devoir. Bien plus : le combat pour la laïcité demeure encore une priorité quand on sait que dans l'Islam la théologie semble incapable de penser sa propre séparation d'avec la politique.

5-La problématique de la transcendance et les morales laïques

Les morales laïques ont la prétention d'en finir avec la problématique de la transcendance. Mais sur deux aspects décisifs, elles semblent incapables d'en faire tout à fait l'économie. Le premier touche la délicate question des nouveaux rapports de l'éthique et de la religion. Les sociétés laïques se caractérisent moins par l'éradication du religieux que par la nouvelle place qu'elles lui accordent, non plus en amont, mais en aval des préoccupations éthiques. Dans la philosophie du XVIIème siècle encore, l'homme était pensé à partir de Dieu et, si l'on ose dire, après lui. Il y avait d'abord le créateur, l'être absolu et infini et par rapport à lui, l'être humain se définissait comme manque, finitude. De là ses faiblesses notoires, son ignorance congénitale, bien sûr mais tout autant son irrépressible propension au péché. Cette perspective dans laquelle Dieu venait

logiquement, moralement, et métaphysiquement avant l'homme, s'accordait encore au théologico-éthique, à la fondation religieuse de la morale. C'est cette hiérarchie qu'abolit l'apparition des sciences, des mœurs modernes et d'un espace laïc.

Comme l'a indiqué CASSIRER, le siècle des Lumières est celui au fil duquel le primat de l'être humain se voit affirmé dans tous les domaines de la culture. Au point que Dieu commence à apparaître comme une « idée » de cet homme qu'il était censé avoir créé.

Sur le plan moral, ce renversement sonne le glas du théologico-éthique. C'est l'homme, dans sa raison et dans sa liberté qui constituent sa dignité, qu'il faut fonder les principes du respect de l'autre, non dans une divinité. Et le Christ lui-même, le Dieu-Homme par excellence, n'est déjà plus qu'un saint-homme aux yeux des philosophes, un individu qui réalise en lui et applique autour de lui des principes universalistes dont l'expression la plus adéquate figurera bientôt dans la Déclaration de 1789. Il est, diront Kant et ses disciples, « l'idéal moral de l'humanité ». Ce qui leur vaudra d'infamantes accusations d'athéisme. Car si l'éthique rejoint d'elle-même l'enseignement chrétien, il n'est plus besoin de Dieu, ni même du Christ, pour la fonder.

Ce mouvement est connu. Mais la question qu'on élude c'est celle-ci : quelle est le rôle qui revient à la religion ?

Cette question est d'autant plus cruciale que les philosophes des Lumières se voulaient des chrétiens et qu'ils pensaient sincèrement, élever la compréhension du message des Evangiles à son niveau le plus authentique. Et de fait, loin de disparaître ce message continue de former l'horizon des morales laïques.

La signification de cette « révolution religieuse » est la suivante : *sans disparaître pour autant, le contenu de la théologie chrétienne ne vient plus avant l'éthique, pour la fonder en vérité, mais après elle pour lui donner un sens.*

L'homme n'a plus recours à Dieu pour comprendre qu'il faut respecter autrui, le traiter comme une fin et non seulement comme moyen. L'athéisme et la morale peuvent être ainsi réconciliés. Mais la référence au divin ne s'évanouit pas pour autant. Elle subsiste pour ainsi dire conférer un sens au fait de respecter la loi, ajouter l'espérance au devoir, l'amour au respect et cela à partir d'une problématique humaniste. « A partir de », c'est-à-dire, aussi après et d'après elle mais non point avant elle.

Le mouvement va désormais de l'homme à Dieu et non plus à l'inverse. C'est l'autonomie qui doit conduire à l'hétéronomie, non cette dernière qui vient, en s'imposant à l'individu, contredire la première.

La vérité révélée ne se discute pas, elle se respecte, parce qu'elle se dévoile aux hommes comme venant du Très Haut. La révolution laïque, celle qui marque la fin du théologico-éthique et renverse les rapports de la morale et de la religion, invalide ce type de transcendance, mais en suggère une autre : celle que Husserl, avant Lévinas inscrira selon sa formule même au cœur de l'immanence. Les vérités scientifiques nous dépassent, elles résistent à l'individualisme relativiste, elles transcendent ma subjectivité particulière. Pourtant il n'est nul besoin tout au contraire, de recourir aux arguments d'autorité pour les imposer. Bien que d'un tout autre ordre, la transcendance de l'amour s'inscrit elle aussi dans l'immanence à soi et dans l'intériorité la plus intime.

C'est cette nouvelle figure du transcendant qui s'avère compatible avec la laïcité. C'est elle qui permettra de donner enfin sens à l'idée d'une spiritualité ou d'une sagesse laïque dont le monde contemporain ne pourra pas faire indéfiniment l'économie.

III-La Morale et la Politique : les divergences et les convergences

L'homme est un animal sociable, il ne peut vivre et s'épanouir qu'au milieu de ses semblables. Il est aussi un animal égoïste. Ce paradoxe humain, Kant l'a caractérisé d'une formule lumineuse : « l'insociable sociabilité » de l'homme. Celle-ci fait que l'homme ne peut ni se passer des autres ni renoncer pour les autres à la satisfaction de ses propres besoins et désirs.

C'est pourquoi nous avons besoin de politique. Celle-ci permet :

- de régler les conflits d'intérêts autrement que par la violence ;
- de conjuguer nos forces plutôt que de les opposer ; j
- d'échapper à la guerre, à la peur et à la barbarie.

C'est pourquoi nous avons besoin d'un Etat. Car les hommes ne sont pas toujours bons ni toujours justes, ni toujours solidaires. L'Etat est nécessaire pour que les hommes aient une chance de (devenir bon, juste et solidaire. Ces vertus s'acquièrent non par « nature » malgré Aristote, mais par culture, par l'histoire et c'est cela la politique. Celle-ci est l'histoire en train de se faire, de se défaire, de se continuer. C'est l'histoire au présent.

Qu'est-ce que la politique? C'est la gestion non guerrière des conflits, des alliances et des rapports de force non entre individus seulement (comme dans la famille ou dans un groupe quelconque) mais à l'échelle de toute une société. La politique, c'est l'art de vivre ensemble dans un même **Etat**, dans une même cité (=Polis), (avec des gens que l'on n'a pas choisis pour lesquels on n'a aucun sentiment particulier et qui sont des rivaux à bien des égards, autant ou davantage que des alliés.

Cela suppose un **pouvoir commun** et une lutte pour le pouvoir. Cela suppose :

- un gouvernement et des changements de gouvernements ;
- des affrontements, mais des affrontements réglés, des compromis toujours provisoires ;
- un accord sur la façon de trancher les désaccords.

Il n'y aurait autrement que la violence et c'est ce que la politique, pour exister, doit d'abord empêcher. La politique commence où la guerre s'arrête.

Dans ce domaine, les questions cruciales sont : qui commande et qui obéit, qui fait la loi comme on dit, c'est-à-dire qui est le souverain ? Un Roi? Un despote? Si oui! Nous sommes dans une monarchie absolue. Si c'est le peuple, nous sommes alors en démocratie. Si c'est un groupe d'individus, c'est-à-dire une classe sociale, un parti, une élite alors nous avons une aristocratie. Souvent nous avons affaire à un mixte de ces trois types de régime ou de gouvernement.

Toujours est-il qu'il ne saurait y avoir de politique sans ce pouvoir-là. Nous savons bien qu'il faut un pouvoir et qu'il faut obéir mais pas à n'importe qui et à n'importe quel prix. En effet, nous voulons obéir librement. Nous voulons que le pouvoir auquel nous nous soumettons, loin d'abolir nôtre liberté, la renforce ou la garantisse.

La politique suppose le désaccord, le conflit, la contradiction. La politique nous rassemble en nous opposant, surtout sur la meilleure façon de nous rassembler. Cela n'aura pas de cesse. C'est pourquoi on se trompe quand on annonce la fin de la politique. La politique c'est le contraire de l'état de nature et cela dit sa nécessité. Elle est aussi le contraire de la guerre et cela dit assez sa grandeur.

L'état de nature, c'est, comme le montre T. Hobbes dans son *Léviathan* « la guerre de chacun contre chacun » : la vie des hommes nobles est alors « solitaire, besogneuse, pénible quasi animale et brève.»

La politique, c'est la vie commune et conflictuelle sous la domination de l'Etat et pour son contrôle. C'est l'art de prendre, de garder et d'utiliser le pouvoir. C'est aussi l'art de le partager; mais c'est qu'il n'y a pas d'autre façon, en vérité, de le prendre.

On aurait tort de voir dans la politique une activité subalterne ou méprisable. C'est bien le contraire qui est vrai : s'occuper de la vie en commun, du destin commun, des affrontements communs est une tâche essentielle pour tout être humain et nul ne saurait s'exempter. Ne pas faire de la politique, c'est renoncer à une part de son pouvoir, ce qui est toujours dangereux mais aussi à une part de ses responsabilités, ce qui est toujours condamnable. L'apolitisme est à la fois une erreur et une faute : c'est aller contre ses intérêts et contre ses devoirs.

1-La politique n'est pas la morale

Mais on n'aurait tort de réduire la politique à la morale comme si elle n'avait affaire qu'au bien, à la vertu, au désintéressement. Si la morale régnait, on n'aurait pas besoin de police, de lois, de tribunaux, d'armée : on n'aurait pas besoin d'Etat ni donc de la politique.

On ne peut compter sur la morale pour vaincre la misère ou l'exclusion. Le croire, c'est se bercer d'illusions. Compter sur l'humanitaire pour tenir lieu de politique étrangère, sur la charité pour tenir lieu de politique sociale et même sur l'antiracisme pour tenir lieu de politique de l'immigration, c'est vivre dans les illusions. Certes, l'humanitaire, la charité ou l'antiracisme sont moralement nécessaires mais ne sauraient politiquement suffire, ni résoudre, à eux seuls, quelque problème social que ce soit.

La morale n'a pas de frontières, la politique, si. La morale n'a pas de patrie; la politique, si.

En terme de convergence, on peut dire que, ni la politique ni la morale ne sauraient accorder, par exemple, à la notion de race la moindre pertinence: la couleur de la peau ne fait ni l'humanité ni la citoyenneté.

Si la morale n'a que faire du nationalisme et des intérêts d'une nation particulière dans la mesure où elle ne connaît que des individus, et partant que l'humanité, la

morale ne saurait ni imposer ni interdire à la politique de défendre ce pour quoi elle existe : les intérêts nationaux d'un peuple. Toutefois, la morale ne saurait admettre que la politique défende un peuple ou des peuples contre l'humanité, car cela est immoral voire suicidaire.

En termes de divergence, si la morale est le contraire de l'égoïsme, la politique sans être le contraire de l'égoïsme en est cependant l'expression collective et conflictuelle. En politique, il s'agit d'être égoïstes ensemble et le plus efficacement possible. En organisant des convergences d'intérêts, ce que l'on appelle la solidarité par opposition à la générosité qui suppose désintéressement.

Cette différence entre générosité et solidarité est trop souvent méconnue. C'est donc une raison d'y insister. Être solidaire, c'est défendre les intérêts des autres certes, mais parce qu'ils sont aussi directement ou indirectement les miens. Être syndiqué, payer ses impôts, ou être bien assuré, ce n'est pas faire preuve de générosité mais de solidarité parce que c'est se prémunir ensemble contre l'ennemi ou l'adversaire commun, contre les mêmes risques, les mêmes attaques ou les mêmes dangers.

La générosité, c'est au contraire, défendre les intérêts de l'autre mais non point parce qu'ils sont aussi les miens; non point parce que j'y trouve mon compte mais parce qu'il y trouve le sien.

La solidarité est une façon de se défendre à plusieurs, tandis que la générosité est à la limite une façon de se sacrifier pour les autres. C'est pourquoi la générosité est moralement supérieure. Quant à la solidarité, elle est politiquement et socialement plus urgente, plus réaliste, plus efficace.

En politique, nul ne respecte la loi par générosité. La solidarité politique a fait beaucoup plus pour la justice que les bons sentiments.

Cependant la solidarité et la générosité ne sont pas pour autant incompatibles : être généreux n'empêche pas d'être solidaire et vice versa. Mais elles ne sauraient être équivalentes, c'est pourquoi aucune des deux ne sauraient suffire ni tenir lieu de l'autre. Nous n'avons besoin de solidarité que parce que nous manquons de générosité.

La solidarité est une vertu politique tandis que la générosité est une vertu morale. La grande tâche de l'Etat, c'est la régulation et la socialisation des égoïsmes.

La politique n'est pas le règne de la morale, du devoir, de l'amour. Elle est le règne des rapports de force et d'opinions, des intérêts, et des conflits d'intérêts. C'est un égoïsme intelligent et socialisé.

Nous exprimons notre gratitude à notre maître, le professeur Niamkey Koffi dont les réflexions nous ont été d'une grande utilité pour la préparation de ce cours.